



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Août 2006

Volume 5, Numéro 7

LIGNE DE FOND _____ 1

Suspension du Cycle de Doha pour une durée indéterminée, après l'échec des discussions du G-6. _____ 1

La suspension du Cycle de Doha reçoit le soutien du Conseil Général. _____ 5

NOUVELLES DE L'OMC _____ 7

L'Equipe spéciale de l'Aide pour le Commerce présente son rapport final aux Membres. _____ 7

Echec des négociations à l'OMC : Face à un cycle en déroute, Mandelson propose un traitement séparé pour le paquet du développement _____ 9

Après l'échec des discussions à l'OMC, l'Afrique du Sud exprime ses profonds regrets _____ 11

Afrique : La société civile demande aux gouvernements de ne pas adhérer à l'AGCS _____ 11

SUR LE FIL _____ 12

Les gouvernements examinent les voies et moyens de faire redémarrer les discussions du Cycle de Doha ? _____ 12

EVENEMENTS _____ 14

PUBLICATIONS _____ 14

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe

Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

LIGNE DE FOND

Suspension du Cycle de Doha pour une durée indéterminée, après l'échec des discussions du G-6.

Le Cycle de négociations commerciales de Doha a été gelé, le 24 juillet dernier, après qu'une réunion des ministres de six grandes nations commerciales clés eut buté sur des divergences concernant la manière de réduire les subventions agricoles et les droits tarifaires. On ne sait ni quand - ni si - les discussions, démarrées il y a près de cinq ans, seront relancées. Selon Kamal Nath, ministre du commerce indien, bien qu'il ne soit pas mort, le Cycle " se trouve entre les soins intensifs et le crématoire. " " Il ne sera pas possible d'achever le Cycle d'ici fin 2006 " a déclaré Pascal Lamy, Directeur général de l'OMC, lors d'une réunion formelle de toutes les délégations des Membres, après que les ministres de l'UE, des États-Unis, de l'Australie, du Brésil, de l'Inde et du Japon - le groupe dit du G-8 - n'ont pas été en mesure d'aplanir leurs divergences. En déclarant que " les écarts restent trop profonds ", il a recommandé la suspension des discussions pour une période indéterminée. Cette " pause ", a suggéré Lamy, fournirait aux Membres l'occasion d'examiner ce qui était en jeu et de reconsidérer leurs positions. Les Ambassadeurs, lors de la réunion, ont soutenu cette recommandation, en déclarant qu'ils partageaient sa déception et qu'ils restaient attachés à la conclusion d'un accord.

La suspension met un terme à toutes les négociations actuellement en cours à l'OMC. Une autre réunion ministérielle du G-6, qui avait été fixée pour la fin de la dernière semaine de juillet, a été annulée. Lamy a déclaré que la fin de la pause

dépendrait des Membres.

Des récriminations acerbes ont fusé, à la suite de la rupture des discussions, en particulier entre l'UE et les États-Unis. Bruxelles en fait porter la responsabilité à Washington, pour avoir refusé de consentir de nouveaux abaissements des subventions agricoles ; Washington riposte que l'UE a offert trop peu d'accès aux marchés pour qu'une telle avancée soit possible. Nombre des ministres ont soutenu que les divergences n'étaient pas insurmontables. Le ministre des Affaires étrangères brésilien, Celso Amorim a imputé la rupture des discussions à une absence de " volonté politique ".

L'agriculture, cause de la rupture

Ce que beaucoup décrivent comme la crise la plus grave au cours des dix ans d'existence de l'OMC survient juste un peu plus d'une semaine après que les Chefs d'État de grands pays industrialisés et en développement ont pris l'engagement, lors du Sommet du G-8, à Saint-Petersbourg, de faire preuve de plus de flexibilité dans les discussions commerciales.

Lamy soutient depuis longtemps que le déblocage des négociations nécessiterait des progrès parallèles sur un 'triangle' de questions : les États-Unis auraient à accepter des abaissements plus profonds du soutien interne pour les produits agricoles ; l'UE à élargir l'accès aux marchés pour les produits agricoles ; et des pays en développement, tels que le Brésil et l'Inde, à abaisser les droits tarifaires industriels. Chaque groupe exhorte les autres à bouger en premier. Bien que Lamy ait déclaré que certains chiffres de compromis potentiels avaient été avancés de manière informelle au cours de la réunion de 14 heures du G-6, le 23 juillet dénouer, les divergences sur l'agriculture étaient si prononcées que les tarifs industriels n'ont même pas été directement abordés.

A la suite du dernier revers, de nombreux gouvernements ont promis de redoubler d'efforts pour rechercher des accords commerciaux

bilatéraux et régionaux, ce qui est déjà dénoncé comme une source d'affaiblissement du système commercial multilatéral.

Accusations réciproques de l'UE et des États-Unis en ce qui concerne les subventions et l'accès aux marchés

L'UE a ouvertement imputé l'échec des discussions à l'intransigeance américaine. " Nous avons été chargés par les Chefs de gouvernement du G-8 de nous réunir pour indiquer une plus grande flexibilité, et j'estime que chacun de nous l'a fait, sauf les États-Unis, " a déclaré le Commissaire européen au commerce, Peter Mandelson après l'arrêt des discussions. " Les États-Unis étaient peu disposés à accepter ou à reconnaître la flexibilité dont les autres faisaient preuve dans la salle et en conséquence, ne se sont pas sentis en mesure de faire preuve de flexibilité sur la question des subventions agricoles. "

Selon les projections, la proposition américaine visant à réduire de 53% les subventions ayant des effets de distorsion des échanges abaissera la limite des dépenses actuelles de ce pays de 48,2 milliards de dollars US à approximativement 22,5 milliards - ce qui est toujours plus élevé que les 19,7 milliards de dollars actuellement versés pour de tels paiements l'an passé. Les diplomates d'autres délégations se sont également dits déçus que les États-Unis, soient les seuls parmi les Membres du G-6 à n'avoir présenté aucune nouvelle proposition au cours de la réunion.

Washington a riposté avec ses propres accusations. Le 25 juillet, la mission commerciale américaine à Genève a publié une déclaration qualifiant de " faux et trompeurs " les points de vue formulés par l'UE, et a averti que " les accusations et les reproches " de Bruxelles risquaient de compromettre " les rares chances qu'il reste de sauver le Cycle de Doha. "

Les responsables américains insistent sur le fait qu'ils étaient venus à Genève prêts à offrir des abaissements additionnels de leurs subventions internes, mais qu'ils ne l'avaient pas fait

uniquement parce l'UE et l'Inde n'avaient pas été en mesure de présenter proposer des améliorations significatives sur l'accès aux marchés pour les produits agricole. Selon Schwab, lorsqu'en privé, elle avait fait part à Lamy des flexibilités que les États-Unis proposaient, celui-ci avait concédé que les divergences entre les positions des Membres restaient irréconciliables. Les États-Unis ont poursuivi leur critique des exceptions aux abaissments tarifaires agricoles que l'UE et de nombreux pays en développement préconisent, en soutenant qu'ils recherchaient des vides juridiques pour éviter la libéralisation.

Rejetant les plaints américaines, Mandelson a déclaré qu'au cours de la réunion du G-6, l'UE avait proposé de partir de la proposition initiale visant un abaissement moyen des tarifs agricoles de 39% à près de 51% - " proche du niveau de [54%] demandé par le G-20 de pays en développement. " Il a également déclaré avoir indiqué qu'il était " prêt à discuter du chiffre et du traitement des produits sensibles, " qui feront l'objet d'abaissments tarifaires plus faibles, en échange de l'élargissement des contingents d'importation. Le Secrétaire à l'agriculture américain, Mike Johannes, a soutenu que Bruxelles exagérait la mesure dans laquelle ces contingents étaient susceptibles de s'élargir dans le cadre de sa proposition.

Washington a demandé des abaissments tarifaires de près de 66% et souhaite que l'UE convienne d'abaissments tarifaires plus importants, car ceux-ci serviront de base pour le calcul de l'accroissement de l'accès en faveur de marchés en expansion de pays en développement tels que la Chine et l'Inde. Les groupes américains d'affaires et de soutien de l'agriculture, ainsi que les membres du Congrès, ont félicité Schwab et Johannes pour leur refus de bouger sur le soutien interne, en l'absence de gains d'accès aux marchés.

Nath accuse une différence 'd'état d'esprit'

Rendu furieux par les revendications américaines, le ministre indien a déclaré que Washington cherchait à évincer des millions de producteurs

pratiquant une agriculture de subsistance en subventionnant ses produits. Selon Nath, le principe selon lequel les abaissments de subventions devraient être payés par un élargissement de l'accès aux marchés représentait une différence 'd'état d'esprit' qu'il faudrait transcender pour que le Cycle soit mené à bien. Les subventions ayant des effets de distorsion des échanges " ne devraient pas exister, pour commencer, " a ajouté Nath, et " s'il est demandé aux pays en développement de payer pour la suppression de ces distorsions, je crains que cela ne marche pas. "

Nath a mis l'accent sur le fait que la position américaine revenait à renégocier le Cadre de juillet 2004 et la Déclaration de Hong-Kong, qui prévoyaient de permettre aux pays en développement de désigner les 'produits spéciaux' devant bénéficier d'un traitement plus flexible, sur la base des besoins en matière de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural. L'Inde cherche à désigner jusqu'à 20% des produits comme 'spéciaux', mais, selon des sources, Nath avait fait preuve d'une certaine flexibilité sur la question, au cours des discussions.

Brésil et Inde : avancées de la part de l'UE, le soutien interne reste l'obstacle de taille

Tant Nath qu'Amorim ont reconnu des " avancées " de la part de l'UE sur l'accès aux marchés. Selon Amorim, Bruxelles était néanmoins en deçà de la proposition du G-20, en particulier en termes des abaissments significatifs qu'elle proposait pour les droits tarifaires les plus élevés. S'exprimant à Genève, juste après la réunion, les deux dirigeants du G-20 ont laissé entendre que le refus de Washington de bouger sur le soutien interne était la principale cause du blocage, bien qu'ils aient refusé de pointer quiconque du doigt de manière précise. " Tout le monde a mis quelque chose sur la table, sauf un pays, qui a déclaré " nous ne voyons rien sur la table ", a déclaré Nath. Amorim qui a admis que le soutien interne " était le domaine dans lequel nous étions plus nettement en retard. "

Préserver ce qui est sur la table

Lamy a attiré l'attention des Membres sur le risque de voir disparaître les propositions existantes sur la table de négociation, par exemple l'élimination des subventions à l'exportation pour les produits agricoles, l'accès aux marchés en franchise de droits et sans contingents pour les exportations des pays les moins avancés (PMA) (bien qu'avec des exceptions significatives) et les abaissements hâtifs sur les subventions au coton. La suspension des négociations a mis ces progrès " en veilleuse " a-t-il déclaré.

Il s'était dit, au préalable, convaincu que les propositions existantes rendraient le Cycle de Doha deux à trois fois plus fructueux que les cycles commerciaux antérieurs. Exhortant les Membres à ne pas retirer leurs propositions, Lamy a laissé entendre qu'en réfléchissant sur ce qu'il y avait à perdre dans les discussions, les différents groupes modifieraient leurs positions.

Les délais politiques compliquent la relance

Les fiascos ne sont pas une nouveauté pour les négociations commerciales globales. Le Cycle d'Uruguay avait capoté en décembre 1990 et n'avait repris qu'une année plus tard, lorsque le Directeur général du GATT avait pris la mesure controversée de proposer un accord de compromis, plus connu sous le nom de 'Projet Dunkel'. A la suite de la débâcle de la Conférence ministérielle de Cancun, en septembre 2003, le Cycle de Doha, lui-même, avait vu le gel des travaux de négociation pendant près de quatre mois, avant que les États-Unis n'aident à relancer les discussions, début 2004.

Les responsables de nombreux pays ont laissé entendre que l'opposition ferme des États-Unis à des abaissements des subventions additionnels était peut-être due au souhait de l'administration Bush de ne pas contrarier le lobby agricole influent avant les élections législatives à mi-parcours de novembre prochain, qui font l'objet d'une rude bataille.

Mandelson a instamment invité le Président George W. Bush à demander au Congrès la

prorogation de son " autorité de promotion du commerce " après mi-2007, ce qui semble peu probable. Il a également demandé à Bush d'opposer son veto aux tentatives visant à renouveler les programmes de subventions à l'agriculture existante, car ceci affaiblirait la capacité des États-Unis à faire des concessions à l'OMC.

Certains analystes des milieux du commerce estiment que les négociations pourraient reprendre après les élections américaines de cet automne. D'autres pensent que le Cycle pourrait être gelé jusqu'en 2009, avec l'arrivée d'une nouvelle administration présidentielle à Washington plus à même de se voir accorder " l'autorité pour la promotion du commerce ". Sans cela, les États-Unis ne sont pas considérés comme un partenaire de négociation crédible - au plan multilatéral ou bilatéral - car le Congrès serait alors en mesure de faire un choix, disposition après disposition, dans des accords soigneusement ficelés, au lieu d'avoir à voter directement pour ou contre chaque ensemble. Des changements politiques sont également prévus ailleurs, avec un nouveau premier ministre attendu au Japon, à la fin de l'année et des élections présidentielles au Brésil et en France, en 2007.

Amorim a néanmoins dit aux délégations, le 24 juillet, que " nous devons viser la reprise des négociations dans un avenir proche, plutôt que lointain. " Schwab doit se rendre au Brésil pour débattre des voies et moyens de faire progresser les négociations. Elle a déclaré qu'en se rendant en Asie du sud-est, où elle doit rencontrer ses homologues, en août, elle " ferait probablement une ou deux escales, en chemin, pour parler des négociations du cycle de Doha et des moyens de les relancer en septembre. " Une réunion du Groupe de Cairns, en septembre et un sommet de l'APEC (Asai-Pacific Economic Cooperation) en novembre fournissaient d'autres occasions de voir " où il y a des possibilités de sortir de l'impasse. "

Néanmoins le négociateur en chef sud-africain, Xavier Carim, a déclaré au quotidien de Johannesburg, Business Day, que les perspectives paraissaient " assez sombres. " Selon un observateur des milieux du commerce, l'attitude

des négociateurs avait paru presque étonnamment mesurée, après l'échec des discussions, mais qu'en raison des critiques de plus en plus acerbes faites par les uns et pas les autres, les pays pourraient avoir des difficultés à revenir à la table de négociation.

Si un accord négocié sur la réduction des paiements agricoles semble de moins en moins probable, il est possible que les pays en développement aient de plus en plus recours à des actions à l'OMC pour prendre en compte les plaintes contre les régimes de subventions des pays riches. Ceci, en retour, pourrait affaiblir le soutien gouvernemental au mécanisme de règlement des différends à l'OMC, selon plusieurs experts du commerce.

L'organisation caritative Oxfam International estime que la restructuration des discussions sera impossible, tant que les États-Unis et l'UE n'accepteront pas de réduire leurs subventions agricoles sans exiger en retour l'élargissement de l'accès aux marchés, de la part des pays en développement. " Donnez-leur quatre mois de plus, donnez-leur quatre ans de plus, donnez-leur quatre siècles de plus - mais tant que l'UE et les États-Unis n'auront pas apporté de changements fondamentaux à leurs offres, ces discussions ne seront pas favorable au développement," a déclaré Celine Charveriat, responsable de la Campagne Pour un commerce équitable, d'Oxfam. Le groupe d'affaires européen, Unice, a qualifié l'échec des discussions " d'inacceptable " et a mis en garde contre un " retour au protectionnisme. " Les groupes des textiles américains ont toutefois semblé soulagés par cet échec.

Pendant ce temps, dans un discours du 25 mai, Mandelson appelait à continuer à promouvoir un 'ensemble du développement', en dépit de la suspension générale. Ceci, a-t-il laissé entendre, impliquerait la poursuite des négociations sur des questions telles que l'aide pour le commerce, la facilitation des échanges, l'accès en franchise de droits et sans contingents pour les exportations des PMA et le traitement spécial et différencié (S&D).

Les réactions préliminaires suscitées par la proposition ont été tièdes (Voir par ailleurs).

La suspension du Cycle de Doha reçoit le soutien du Conseil Général.

Les recommandations du Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, visant la suspension des négociations commerciales du Cycle de Doha en raison de la persistance des divergences, a reçu le soutien du Conseil général, lors de sa réunion des 27 et 28 juillet derniers. L'Organe de décision suprême permanent de l'OMC n'a toutefois pas voté formellement le gel des discussions, ce qui signifie qu'une décision spécifique des Membres ne sera pas nécessaire pour les faire redémarrer.

Lamy a déclaré lors de la réunion qu'il ferait tout ce qui était en son pouvoir pour " maintenir la pression en faveur de l'élan politique qui permettrait une reprise des négociations. " Un tel élan nécessiterait toutefois " une évolution des positions, actuellement trop bien figées " des Membres, a-t-il précisé. Lamy a déclaré que des conversations récentes l'avaient convaincu que " personne ne veut céder " dans les négociations. Selon des articles parus dans la presse américaine et indienne, il était resté en contact avec les gouvernements depuis la désintégration des discussions.

Le Directeur général de l'OMC a rappelé que le 24 juillet, lendemain du jour où l'UE, les États-Unis, l'Australie, le Brésil, l'Inde et le Japon (le groupe appelé G-6), n'avaient, une fois de plus, pas été en mesure de se mettre d'accord sur la réduction des subventions agricoles et des droits tarifaires, une réunion informelle des Chefs de délégation avait accepté ses recommandations visant le gel des négociations. Un accord aurait été nécessaire pour que les Membres finalisent à temps un ensemble d'accords juridiques au titre du Cycle de Doha, avant l'expiration, mi 2007, du mandat conféré à l'administration Bush de négocier des accords commerciaux et de les soumettre au Congrès pour un vote 'tout ou rien'.

Un vote formel n'est pas nécessaire pour la

reprise des discussions

Les Membres n'ont pas pris une décision formelle de suspendre les discussions. Le Président du Conseil général, l'Ambassadeur Eirik Glenne (Norvège) a plutôt simplement 'pris note' des remarques de Lamy. Ceci signifie qu'il serait possible de redémarrer les négociations sans décision formelle distincte pour ce faire, ce qui aurait donné à chaque membre un droit de veto sur la reprise des négociations.

Se faisant l'écho d'un de ses discours antérieurs, Lamy a vivement invité les Membres, en particulier le G-6, à réfléchir sur ce qu'il y avait à perdre, si les discussions échouaient à terme. Lamy estime que les propositions existantes rendraient le Cycle de Doha au moins deux à trois fois plus significatif pour le commerce que le cycle antérieur de négociations.

Plusieurs délégations sont intervenues, au cours de la réunion, pour déplorer l'échec des discussions et pour appeler à une reprise rapide des négociations, bien que la plupart aient concédé que la 'pause' était appropriée, au vu des circonstances. Nombre d'entre elles ont mis en exergue le capital de négociation souvent modeste qu'ils avaient jusqu'ici investi dans le cycle. Le Bénin a déclaré, au nom du Groupe africain, que les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement seraient les plus durement affectés. S'exprimant au nom du groupe des PMA, l'Ambassadeur du Bangladesh, Toufiq Ali, a déclaré que de nombreux pays pourraient certes se permettre une suspension des discussions jusqu'à une date indéterminée, mais que les PMA ne le pouvaient pas. Les deux groupes ont demandé la reprise des discussions en septembre, après les vacances d'août à l'OMC. Le Venezuela et Cuba ont demandé des clarifications sur ce que la suspension impliquait précisément. Le Brésil a vivement invité Lamy à tenir des consultations avec les Membres et à rendre compte régulièrement de tout progrès au Conseil général. L'Ambassadeur brésilien, Clodoaldo Huguene, a mis l'accent sur le fait que le G-20 était disposé à reprendre les négociations à tout moment.

Selon des sources, les délégations ont formulé relativement peu d'accusations les unes contre les autres, et qu'elles ont plutôt mis l'accent sur le fait que tous les pays devaient faire preuve de flexibilité pour que les négociations reprennent leur cours. Quelques pays latino-américains ont spécifiquement demandé aux Membres de revoir la portée des diverses flexibilités qu'ils recherchaient pour soustraire les produits agricoles et industriels à des réductions tarifaires.

Poursuite probable des travaux sur l'aide pour le commerce

Des Membres, dont les Philippines et le Groupe ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), ont souligné que des questions spécifiques sur l'agenda de Doha ne devraient pas être séparées de l'engagement unique. Mandelson a appelé à la poursuite des négociations sur le traitement spécial et différencié et sur la facilitation des échanges, entre autres, même si les discussions générales restaient bloquées (Voir par ailleurs). Toutefois, les travaux sur l'aide liée au commerce - qui ont résulté des négociations, mais qui ne font pas techniquement partie de l'engagement unique - peuvent se poursuivre. L'Ambassadeur suédois Mia Horn af Rantzien, qui préside l'Equipe spéciale de l'aide pour le commerce, a présenté ses recommandations finales aux Membres lors de la réunion - un des rares délais respectés de la Déclaration ministérielle de Hong-Kong. Le rapport de neuf pages de l'Equipe spéciale (WT/AFT/1), distribué aux Membres le 27 juillet, fait aux donateurs et aux bénéficiaires une série de recommandations visant à aider les pays en développement à mieux intégrer le système commercial multilatéral, en partie à travers un soutien destiné à stimuler leur capacité à produire et à commercialiser des biens et services (voir article afférent dans ce numéro).

Selon Horn, les treize membres de l'Equipe spéciale convenaient certes que l'aide pour le commerce était nécessaire et qu'elle devrait avancer, indépendamment de l'état des négociations générales, mais estimaient également qu'elle ne pourrait remplacer les avantages en

termes de développement qui découleraient de la conclusion fructueuse du Cycle. Les Membres ont 'pris note' du rapport. Plusieurs pays, dont l'UE et les États-Unis, ont salué les travaux de l'Equipe spéciale et ont réitéré l'appel à mettre en œuvre les recommandations, en dépit de la suspension des négociations. Certains PMA ont appelé à la mise en application des recommandations présentées en juillet par une Equipe spéciale distincte chargée de déterminer comment améliorer le Cadre intégré, un programme d'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA.

Des dirigeants politiques appellent à la reprise des discussions

Dans une lettre ouverte adressée aux ministres du commerce du monde, publiée le 27 juillet dans International Herald Tribune, Lamy a averti que l'échec récent avait " déjà donné naissance à deux phénomènes qui menacent le système multilatéral : un changement de priorités dans les accords bilatéraux ou régionaux qui, tout le monde le concède, sont loin de celles d'un accord global, tant dans la profondeur que dans la portée de leur champ d'application ; et un risque croissant de voir se réaliser à travers notre système de règlement des différends très efficace ce qui ne pouvait être réalisé à travers les négociations. "

Les ministres du commerce et les Chefs d'Etat de plusieurs pays ont appelé au redémarrage des discussions et débattent actuellement de voies et moyens d'y parvenir (voir article qui y a trait, dans ce numéro).

NOUVELLES DE L'OMC

L'Equipe spéciale de l'Aide pour le Commerce présente son rapport final aux Membres.

L'Equipe spéciale de l'aide pour le commerce de l'OMC a présenté ses recommandations finales lors d'une réunion du Conseil général des 27 et 28

juillet derniers, respectant ainsi les délais fixés par la Conférence ministérielle de HongKong. Bien qu'ils aient favorablement accueilli les recommandations, les Membres ne les ont pas formellement adoptées et on décidé d'examiner le rapport de l'Equipe spéciale lors de la prochaine réunion du Conseil général, fixée en octobre.

L'Equipe spéciale de l'aide pour le commerce a été établie en février, avec le mandat de fournir des recommandations sur la façon celui là " pourrait contribuer le plus effectivement à la dimension développement de l'Agenda de développement de Doha. "

Le rapport final de neuf pages de l'Equipe spéciale spécifie que l'aide sur le commerce vise à " aider les pays en développement à accroître les exportations de biens et de services, à s'intégrer au système commercial multilatéral et à tirer profit de la libéralisation des échanges et d'un élargissement de l'accès aux marchés. " Elle vise, par exemple, à rehausser les perspectives de croissance, réduire la pauvreté et " distribuer les avantages globaux de manière plus équitable à travers les pays en développement et au sein de ces pays. "

Selon des sources, le rapport a suscité une réaction positive lors de la réunion. Les délégués ont félicité le Président, l'Ambassadeur Mia Horn af Rantzien (Suède) pour avoir trouvé un équilibre entre les opinions divergentes au sein de l'Equipe spéciale et l'on remerciée, ainsi que le Directeur général adjoint, Valentine Rugwabiza, pour le travail qu'ils ont accompli. Un pays en développement a noté que toutes les préoccupations qu'il avait exprimées dans les commentaires sur les versions antérieures du texte des recommandations avaient été " prises en compte de manière satisfaisante " dans la version finale.

Le juste milieu

Les recommandations mettent l'accent sur la nécessité de mettre en place un financement additionnel, prévisible et effectif. La version finale concilie les intérêts des pays bénéficiaires potentiels et de pays bailleurs tels que les États-Unis, en soulignant l'importance qu'il y a à mesurer

l'additionnalité et la suffisance du financement disponible pour répondre aux besoins d'aide pour le commerce, ainsi qu'en faisant le point sur " ce que l'on est en train de faire. " L'Equipe spéciale a été ferme sur le fait que l'aide pour le commerce devait être définie de manière à " être à la fois assez large pour refléter les divers besoins en matière de commerce identifiés par les pays, et assez claire pour établir une démarcation entre l'aide pour le commerce et l'aide au développement, dont elle fait partie. "

Le rapport met l'accent sur la nécessité d'intégrer les questions liées au commerce dans les stratégies nationales de développement. Il identifie un certain nombre de défis à relever pour ce faire, tels que l'absence d'implication du secteur privé dans l'identification des besoins en matière de commerce, la capacité d'absorption limitée des pays bénéficiaires, l'inefficacité du contrôle et la lenteur de processus bureaucratiques qui font double emploi dans l'évaluation et la fourniture d'assistance liée au commerce.

L'Equipe spéciale suggère que " l'appropriation par les pays, des approches mues par les pays, ainsi que l'engagement des gouvernements à pleinement intégrer le commerce dans leurs stratégies de développement, sont essentiels. " Elle met l'accent sur la responsabilisation mutuelle, l'alignement de l'aide sur les stratégies nationales de développement, la coordination effective des bailleurs, l'harmonisation des procédures des bailleurs et la transparence.

L'offre centrale pour l'aide pour le commerce

L'Equipe spéciale a clairement indiqué que la constitution de capacités productives et d'infrastructures ayant trait au commerce dans les pays en développement devraient constituer une part majeure des efforts d'aide pour le commerce, en plus de l'aide visant à permettre aux pays de négocier des accords commerciaux et de s'y conformer.

Le rapport a souligné la nécessité pour les donateurs de renforcer leurs compétences en

matière de commerce et de se concentrer davantage sur les questions commerciales dans leur programmation de l'aide. Il recommandait, entre autres, aux bailleurs, d'intégrer les questions relatives au commerce et à la croissance de manière plus effective, de recourir à des processus d'évaluation des besoins et de mettre à disposition des fonds ciblés pour la construction d'infrastructures et la suppression des contraintes de l'offre. L'Equipe spéciale a également demandé aux bailleurs d'examiner l'acheminement des fonds de l'aide pour le commerce de manière multilatérale.

Faire coïncider l'offre et la demande

Les recommandations prennent en compte la mise en œuvre de l'aide pour le commerce aux niveaux national, régional et global. Elles mettent l'accent sur le besoin de coordination nationale, en suggérant la création d'un 'Comité national de l'aide pour le commerce' destiné à coordonner l'aide au développement, la collecte et l'analyse de données et la coopération entre agences, donateurs, banques régionales et gouvernements.

Au niveau régional, l'Equipe spéciale recommande le renforcement des processus d'identification des besoins transfrontières et régionaux, ainsi que de la capacité des donateurs et des agences à y répondre. Elle demande également aux pays d'étudier les avantages pouvant découler de la mise en place d'un 'comité régional de l'aide pour le commerce', car les infrastructures transfrontières et la coopération régionale sont nécessaires pour mener des activités commerciales de manière effective. Le rapport met en exergue la réunion du Comité de développement conjoint de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) à Singapour, en septembre, qui examinera le soutien aux besoins régionaux, sous-régionaux et transfrontières.

Selon l'Equipe spéciale, certaines activités sont menées au mieux au niveau global, par exemple la collecte de données, la production et le partage de connaissances, l'acheminement des financements des donateurs et la mise en concordance des

besoins non financés et des fonds disponibles.

Veiller à ce que cela marche : contrôle

L'Equipe spéciale recommande la convocation d'un organe de surveillance de l'OMC pour mener un réexamen global de l'aide pour le commerce, sur la base des rapports des parties prenantes, notamment ceux des bénéficiaires, de la communauté des bailleurs, des agences régionales et multilatérales et du secteur privé. Elle recommande également le renforcement des mécanismes destinés à faciliter la préparation des rapports, y compris les processus de notification pour les Membres de l'OMC.

Enfin, l'Equipe spéciale présente plusieurs mesures sur la marche à suivre dans les travaux sur l'aide pour le commerce, en appelant les Membres à "mettre en œuvre dans les meilleurs délais" ses recommandations. Elle demande également au Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, de se référer au rapport durant ses consultations visant à garantir des "ressources financières additionnelles pour l'aide pour le commerce." L'équipe spéciale demande également à Lamy de mettre sur pied 'un groupe consultatif ad hoc' pour faire le suivi de ses recommandations.

Les organisations de la société civile ont attiré l'attention sur le fait que certains pays bailleurs pourraient tenter de subordonner l'aide pour le commerce à d'autres concessions et de recourir au mécanisme pour remplacer d'autres formes d'aide. Une source dans les ONG a noté que si les Membres de l'OMC peuvent "réussir à en tirer quelque ce soit à ce stade, c'est positif."

Equipe spéciale de l'aide pour le commerce

L'Equipe spéciale comprend 13 membres - Barbade, Brésil, Canada, Chine, Colombie, UE, Japon, Inde, Thaïlande, États-Unis et les coordinateurs du Groupe d'États ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), du Groupe africain et du Groupe des PMA (Pays les Moins Avancés). Les recommandations ont pris forme au cours des réunions de l'Equipe spéciale, ainsi que des consultations informelles avec d'autres Membres

de l'OMC, des organisations internationales et d'autres parties prenantes.

Echec des négociations à l'OMC : Face à un cycle en déroute, Mandelson propose un traitement séparé pour le paquet du développement.

Face à la suspension des négociations commerciales du Cycle de Doha pour une durée indéfinie, à la suite de l'échec des discussions de haut niveau à Genève, le Commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, a appelé, le 25 juillet dernier à "extraire des décombres de la négociation un ensemble du développement significatif" destiné à bénéficier aux "pays en développement les plus nécessiteux." Les réactions initiales de nombreux pays en développement Membres de l'OMC ont toutefois été tièdes, en particulier en ce qui concerne la poursuite des négociations dans certains domaines, alors qu'elles sont gelées dans d'autres.

Dans un discours prononcé à Bruxelles, Mandelson a exposé un plan en sept points destiné à "sauver l'agenda du développement", afin de garantir que ces pays "ne deviennent pas victimes de l'incapacité des Membres de l'OMC, dans l'ensemble, à parvenir à un accord." Il a appelé à la poursuite des discussions sur l'aide pour le commerce "parce que les contraintes de capacité des pays en développement restent inchangées." Il a, de plus, suggéré que les Membres poursuivent les négociations sur la facilitation des échanges, ainsi que sur les propositions de modifications à apporter aux dispositions relatives au traitement spécial et différencié contenues dans des accords de l'OMC spécifiques, ce qui impliquerait le retrait de ces deux domaines de 'l'engagement unique' du cycle de Doha.

Le responsable du commerce européen a, en outre, appelé à la "pleine mise en œuvre, en dehors du Cycle, et peut-être à l'amélioration" de la Décision de Hong Kong visant l'accès en franchise de droits et sans contingents pour les exportations en provenance des pays les moins avancés (PMA).

Cette décision donnait pour instruction aux pays développés et aux " pays en développement se déclarant en mesure de le faire " de fournir un tel accès aux exportations des PMA - bien qu'avec une exception litigieuse pour un maximum de 3% des lignes tarifaires, qui, s'inquiètent les PMA, pourrait être utilisée pour couvrir de larges portions de leurs exportations. Bruxelles offre déjà un accès en franchise de droits et sans contingents à près de l'ensemble des exportations des PMA dans le cadre de son initiative 'Tout sauf les armes', et n'aurait donc à rien modifier pour se conformer à la décision. Mandelson a déclaré que les travaux en cours visant la réforme des prescriptions en matière de règles d'origine de l'OMC devraient se poursuivre, pour qu'elles érigent moins d'obstacles à l'accès aux marchés pour les pays en développement.

Enfin, Mandelson a instamment invité les Membres à poursuivre le réexamen des procédures de règlement des différends, pour garantir qu'elles peuvent être rendues plus faciles à utiliser pour les pays en développement. Les pays en développement trouvent souvent prohibitifs les coûts encourus pour tenter des actions à l'OMC ; les petites économies trouvent également que la menace de droits de douane institués à titre de rétorsion pourrait être suffisante pour amener les autres Membres à remplir leurs obligations. Selon Mandelson, ces questions pourraient faire partie d'une 'early harvest' (première phase de résultats), ce qui implique qu'elles pourraient être mises en application indépendamment de la conclusion du Cycle de Doha général.

Réactions initiales tièdes

Les premières réactions aux suggestions de Mandelson ont été tièdes. Durant des discussions au sein du Groupe de négociation de la facilitation des échanges, aucun pays ne s'est exprimé en faveur de la proposition européenne préconisant la poursuite des travaux vers un accord. Les négociations sur la facilitation des échanges visent à rationaliser les procédures douanières, à réduire la paperasserie ayant trait au commerce et à rehausser la capacité des pays pauvres à prendre

part au commerce international.

Cependant, un grand nombre de pays en développement, ainsi que les États-Unis, ont fait part de leur opposition à cette idée. Ces pays, dont l'Argentine, le Bangladesh, le Botswana, le Chili, le Costa Rica, l'Égypte, l'Indonésie, le Kenya, la Malaisie, le Mexique, Maurice, le Népal, le Nigeria, les Philippines, le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda, le Venezuela et la Zambie, ont soutenu que les discussions sur la facilitation des échanges ne pouvaient se poursuivre indépendamment des autres. Ils ont également déclaré qu'ils n'avaient pas convenu de retirer la facilitation des échanges de l'engagement unique et que le Groupe de négociation n'était pas habilité à le faire.

Les points de vue des membres sur d'autres aspects de la proposition de Mandelson ne sont pas encore clairs. Aucun calendrier n'a été fixé pour la poursuite des discussions du Cycle de Doha.

Après l'échec des discussions à l'OMC, l'Afrique du Sud exprime ses profonds regrets

Le gouvernement sud-africain a fait par de ses " profonds regrets " devant l'échec des discussions commerciales mondiales et attiré l'attention sur le risque d'instabilité croissante dans le système commercial mondial, si les discussions ne reprenaient pas sous peu.

Dans une déclaration publiée à la suite de l'échec des négociations, le gouvernement a averti que l'incapacité à conclure un pacte commercial global constituerait " un manquement à de nombreux engagements louables. " L'avertissement a été lancé peu après que le Directeur de l'organisation mondiale du commerce a déclaré ne pas savoir si le redémarrage des discussions du Cycle de Doha prendrait des mois ou des années, ou si elles redémarreraient jamais. Une évolution des positions de négociation des Membres clés de l'OMC serait nécessaire pour permettre la relance du processus, a-t-il déclaré.

Dans une mise en garde réitérée par Lamy, le gouvernement sud-africain a déclaré que les

accords bilatéraux pouvaient s'intensifier face aux sombres perspectives en vue d'un pacte mondial et que ceci constituait une menace pour les pays en développement.

L'Afrique du Sud estime que le système commercial mondial est confronté à "une série de dangers" et que si les discussions ne redémarraient pas sous peu, pouvait on lire dans la déclaration publiée par le ministère du commerce et de l'industrie. Ces risques comprenaient la perte de légitimité, la non pertinence de la prolifération des arrangements commerciaux bilatéraux et l'intensification des litiges et des différends, en particulier dans le commerce des produits agricoles, et la menace croissante de protectionnisme. Ce qui est perçu comme une débâcle pour le Cycle a été imputée au peu d'empressement des États-Unis et de l'Union européenne (UE) à procéder à des abaissements additionnels des subventions agricoles et des droits tarifaires sur les produits agricoles.

De très fortes réactions ont été observées en Afrique du sud et à l'échelle globale. Le ministre de l'agriculture sud-africain s'est déclaré "profondément déçu" devant l'absence d'accord. Il faudrait à présent recommencer les discussions sur le point de savoir quelles étaient les responsabilités de l'Afrique du sud vis-à-vis de l'OMC. Selon Jannie de Villiers, secrétaire exécutive de la South African Agricultural Processors Association : "Suite à la reconnaissance du fait que ces négociations n'ont pas été en mesure de réaliser les objectifs des pays en développement, l'Afrique du sud doit réexaminer ses stratégies commerciales et tarifaires pour se repositionner. La suspension des négociations est une énorme déception." a-t-elle poursuivit. Elle a estimé que "l'échec de ce Cycle montre clairement que les pays riches ne veulent pas partager leurs richesses avec les pays en développement". Son association représente diverses grandes industries de transformation des produits alimentaires en Afrique du sud.

Afrique : La société civile demande aux gouvernements de ne pas adhérer à l'AGCS

Réunis récemment à Accra, Ghana, pour réfléchir sur les enjeux de la libéralisation des services en Afrique, des militants de la société civile venus de toutes les régions du continent ont demandé aux gouvernements de l'Afrique et des pays en développement de ne pas adhérer à l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), car cet Accord a pour but de les enfermer dans un mouvement cyclique qui garantit leur exploitation permanente par les entreprises multilatérales.

La rencontre a été organisée sous l'égide du réseau Africa Trade Network et de Third World Network Africa et a porté sur le thème : "Libéralisation des services, genre et développement." Les OSC présentes avaient ainsi l'ambition de faire une mise à niveau sur l'information, de partager des expériences quant à la libéralisation de divers secteurs des services afin de renforcer leurs arguments en perspective d'une campagne continentale contre la libéralisation AGCS.

Selon ces OSC, le but non déclaré de l'Accord de l'OMC sur la libéralisation des services ne traduit rien d'autre qu'une volonté subtile des pays riches et de leurs multinationales de "s'accaparer" des ressources de l'Afrique, de sorte à ce qu'il n'y a pas d'espace pour se retirer, même si les gouvernements africains se rendent compte, après coup, qu'il portait préjudice à leurs économies.

Aux fins de l'AGCS, tous les domaines, de l'exploitation minière, l'éducation, la santé, le transport, l'investissement, la communication, les services financiers, l'énergie, l'alimentation en eau, au mouvement des personnes, entrent dans le cadre des services, qui doivent être libéralisés et remis entre les mains avides des multinationales. C'est donc cette large portée de l'AGCS, qui risque de compromettre la disponibilité de ces services pour les citoyens ordinaires de l'Afrique, qui est la cause de l'inquiétude des ONG. Laisser ces secteurs à une régulation du marché et des détenteurs de

capitaux et de technologie, revient à " la commercialisation de ces services " et est donc une " attaque contre les droits constitutionnellement garantis des citoyens. " L'accès à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, à une eau propre et au logement est un droit fondamental garanti par les États, partout dans le monde, y compris en Afrique. Ainsi, la Constitution du Ghana, au titre des Principes directeurs de la Politique étatique, charge le gouvernement de " promouvoir l'accès juste et raisonnable de tous les citoyens aux structures et aux services publics. "

La réalisation de ce devoir constitutionnel peut ne pas être possible si le gouvernement ghanéen adhère à l'Accord de l'AGCS et délègue cette responsabilité à des firmes multinationales. Dot Keet, Attaché de recherche à Alternative Information & Development Center de l'Afrique du sud, explique comment ceci pourrait se produire. " Quand les firmes de services globaux reprennent la fourniture de services publics tels que l'alimentation en eau et en électricité, ou la maintenance de ces systèmes, on sait qu'elles rehaussent leurs tarifs ou leurs taux à des niveaux plus 'économiquement rentables' que nécessaires, en fonction de leurs propres critères et de leurs propres besoins. "

Toujours selon Dot Keet, en raison des contraintes imposées aux 'interférences' réglementaires gouvernementales dans le marché et de la protection nécessaire des droits des entreprises de services internationales, tels que cela est stipulé dans les termes de l'AGCS, ceci mène inévitablement à l'exclusion des pauvres et des groupes sociaux les plus vulnérables de l'accès à de tels services, parce qu'ils ne sont pas nécessairement commercialement capables de se les procurer.

Tetteh Hormeku dirige les Programmes de Third World Network (TWN), dont le Secrétariat africain est à Accra. Il explique que, contrairement aux politiques de libéralisation commerciales unilatérales, que les gouvernements africains ont mené dans le cadre des Programmes d'ajustement

structurel (PAS) et de relance économique des années 80, qui pouvaient être inversées par les législations nationales, l'Accord de l'OMC sur la libéralisation des services, aux fins de l'AGCS, est " irréversible ".

" Ce sont des accords internationaux et une fois qu'on y adhère, il serait extrêmement coûteux de s'en retirer. En premier lieu, le pays a à notifier à l'OMC son intention de se retirer de l'accord trois ans à l'avance. Il aurait alors à compenser l'ensemble des 149 pays Membres de l'OMC avant que sa demande puisse lui être accordée. Ceci est coûteux et signifie, en réalité, qu'une fois que vous avez adhéré à ces accords, vous n'avez aucune possibilité de retrait, " explique-t-il. C'est pour cela qu'il est d'une importance cruciale que nos gouvernements comprennent les implications à long terme de ces accords, avant d'y adhérer. " La société civile africaine y travaille.

Sources: Notes Ends ; Rapport Twnafrica.

SUR LE FIL

Les gouvernements examinent les voies et moyens de faire redémarrer les discussions du Cycle de Doha

Une semaine après la suspension des négociations commerciales du Cycle de Doha pour une période indéfinie, en raison de divergences persistantes entre les nations commerciales clés sur les moyens de réduire les subventions agricoles et les droits tarifaires, les hauts responsables de plusieurs pays ont commencé à examiner si et comment les discussions pourraient être relancées.

Les négociations à l'OMC sont gelées depuis le 24 juillet (Voir par ailleurs), les ministres de l'UE, des États-Unis, de l'Australie, du Brésil, de l'Inde (le groupe appelé G-6), n'ayant pas, une fois de plus, été en mesure de se mettre d'accord sur la réduction des subventions agricoles et des droits tarifaires. Aucun calendrier n'a été fixé pour la

reprise des négociations. Certains analystes du commerce estiment qu'une relance est peut être possible dans quelques mois, en particulier après les élections américaines au Congrès, en novembre. D'autres pensent que des progrès sont peu susceptibles d'être réalisés avant 2009 ou 2010, en raison des élections présidentielles en vue au Brésil, en France et aux États-Unis.

Le Premier ministre britannique, Tony Blair a néanmoins déclaré, le 30 juillet dernier, qu'il " n'avait pas du tout renoncé " au Cycle et que le Président américain George W. Bush et lui-même étaient tous deux soucieux de tenter de relancer les négociations. Auparavant, la Représentante américaine au commerce, Susan Schwab, s'était rendue au Brésil pour y débattre du Cycle de Doha avec ses homologues. Le Président sud-africain, Thabo Mbeki, le Premier ministre japonais, Junichiro Koizumi et le Commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, ont également appelé à la relance des négociations.

Dans le même temps, le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a, le 27 juillet, promis aux négociateurs basés à Genève, de faire tout ce qui était en son pouvoir pour " maintenir l'élan politique qui permettrait une reprise des négociations. " Il a mis l'accent sur le fait que cet élan nécessiterait " une évolution des positions, actuellement trop bien ancrées " des Membres " (voir article qui y a trait, dans ce numéro). On reproche essentiellement aux États-Unis d'être responsables de l'échec récent, car on les accuse d'être peu disposés à offrir des abaissements plus importants des subventions agricoles.

A la suite des discussions menées du 27 au 29 juillet, à Rio de Janeiro, Schwab et le Ministre des Affaires étrangères brésilien, Celso Amorim, se sont tous deux déclarés attachés à arriver à un accord du Cycle de Doha de vaste portée.

La représentante américaine au commerce, qui rencontrera des homologues à travers le monde, au cours des mois à venir, a laissé entendre qu'il était encore possible d'arriver à un accord au cours des cinq à huit mois à venir. Elle espérait, a-t-elle dit,

qu'un accord cadre serait prêt, d'ici début 2007, pour qu'elle puisse l'utiliser afin de persuader le Congrès de proroger l'autorité de promotion du commerce de l'administration Bush. Ce mandat, qui arrive à expiration fin juin 2007, permet à l'administration de négocier des accords commerciaux et de les présenter au Congrès pour un vote pour ou contre (take-it-or-leave-it). Une prorogation à court terme est, semble-t-il, plus réalisable qu'un renouvellement à grande échelle, en particulier si un accord paraît probable.

Schwab a réitéré la position de Washington, selon laquelle des concessions additionnelles sur les subventions agricoles étaient possibles, en échange d'un " certain niveau d'accès aux marchés. " Mandelson a déclaré que l'offre en cours de Bruxelles marquait déjà un retrait spectaculaire des producteurs européens des marchés d'exportation globaux, mais qu'elle pourrait " réduire le nombre de produits sensibles et offrir un accès aux marchés élargi même dans cette catégorie. " Les États-Unis ont émis de fortes critiques en ce qui concerne les demandes de flexibilités visant à soustraire des produits des réductions tarifaires.

Dans un discours prononcé le 30 juillet, dans les environs de San Francisco, Blair a déclaré que Bush et lui-même " avons convenu qu'il nous fallait fournir un effort final pour redynamiser la négociation. " Il a déclaré aux invités de News Corporation qu'il espérait être en mesure de le faire " dans les prochaines semaines. " A Miami, le lendemain, Bush a promis de faire son possible pour " remettre Doha sur les rails. "

Le Ministre du commerce australien, Mark Vaile, a déclaré que le Sommet du Groupe de Cairns, que son gouvernement accueillera en septembre, donnera une chance - même mince - de faire redémarrer les négociations. S'exprimant sur une radio australienne, il a déclaré que la sortie de l'impasse dépendait essentiellement de l'UE et des États-Unis et que Mandelson et Schwab avaient été invités à se joindre, lors de la réunion, à leurs homologues du groupe de pays exportateurs de produits agricoles.

Plusieurs groupes d'affaires à travers le monde ont appelé à la reprise des discussions commerciales. La Chambre de commerce internationale a, le 25 juillet, instamment invité " les Membres de l'OMC à réaffirmer de manière concrète leur attachement au système de l'OMC en évitant l'adoption de nouvelles mesures protectionnistes et en recherchant de nouvelles approches pour relancer les négociations du Cycle de Doha dans les plus brefs délais possibles, et sur la base des progrès déjà réalisés.

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evénements de l'OMC

27 Août : OMC, Davos, Suisse, Conférence internationale sur la prévention des catastrophes Naturelles

27 Août 1er septembre, OMC, Genève, conférence internationale sur la prévention des catastrophes naturelles AFD, Table ronde sur la croissance pro pauvres et la réduction de la pauvreté

31 Août 1er septembre, OCDE Stockholm, Suède, les stratégies nationales de développement durable, atelier organisé par la commission de l'OCDE sur le développement durable et la commission des NU sur le développement durable

13 -15 septembre, OMC, Genève, organe d'examen des politiques commerciales

14 -15 septembre, OMC, Genève, 13eme session du comité de pilotage de la conférence parlementaire sur l'OMC (à huis clos)

15 septembre, New York (USA) réunion - débat parlementaire sur la gouvernance dans les PMA

25 - 26 septembre, OMC, Genève, Forum public de l'OMC : Quelle OMC au XXIeme siècle

27 - 29 septembre, OMC, organe d'examen des politiques commerciales

29 septembre, OMC, Genève, comité du commerce et du développement Evénements ailleurs

7 -11 Août, Accra, Ghana, Atelier régional sur les projets standards des mesures sanitaires et phytosanitaires <http://www.ippc.int> (id)

31 Août 1 er septembre, OCDE, Stockholm, Suède, les stratégies nationales de développement durable, organisé par le programme de l'OCDE sur le développement durable et la commission des NU sur le développement durable

4 -6 septembre, CNUCED, Genève, Réunion d'experts sur le renforcement des capacités productives

25 septembre 6 Octobre, CNUCED, Genève, conseil du commerce et du développement 53eme session

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

En français

Centre Sud (2006). Composantes de l'architecture de l'aide au commerce
http://www.southcentre.org/tadp_webpage/Aid_Fo_r_Trade_Analytical_Note_fr.pdf

Centre Sud (2006). Quelques raisons de ne pas négocier les restrictions et les taxes à l'exportation dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'AMNA
http://www.southcentre.org/info/Analysis/ExportTaxesAndRestrictions_FR.pdf

Centre Sud et Oxfam International (2006). Pourquoi les pays en développement ont-ils besoin de droits de douane? Comment les négociations sur l'AMNA à l'OMC pourraient priver les pays en développement de leur droit à un avenir (Résumé)
http://www.southcentre.org/publications/SouthPerspectiveSeries/WhyDevCountriesNeedTariffsExecSummary_FR.pdf

Centre Sud (2006). Accroître la contribution des entreprises au développement : rendre la notion de responsabilité civique de l'entreprise dans la promotion du développement opérationnelle dans le cadre de l'examen à mi-parcours de la CNUCED XI
http://www.southcentre.org/info/Analysis/CSRinUNCTADXIIMTR_FR.pdf

Centre Sud (2006). Rendre la notion d'espace politique opérationnelle dans le cadre de l'examen à mi-parcours de la CNUCED XI
http://www.southcentre.org/info/Analysis/PolicySpaceUNCTADXI_FR.pdf

Centre Sud (2006). La propriété intellectuelle dans les accords d'investissement: les répercussions des mesures ADPIC-Plus sur les pays en développement
http://www.southcentre.org/tadp_webpage/research_papers/ipr_project/ip_investag_may05_FR.pdf

Battino, Léo : Les méfaits du libéralisme sur des marchés agricoles : deux cas exemplaires : le café et le cacao. Paris, l'Harmattan, 2006 ; 134 pages

Corinne Gendron : le Développement durable comme compromis
Collection : Pratique et politiques sociales et économiques des PUQ (presses universitaires du Québec), 2006, 296 pages

CTA (centre technique de coopération agricole et rurale ACP UE : La réforme du régime sucrier et son impact sur les pays ACP ; 2005

FALL, A. S ; Favreau, L et G LAROSE :
L'Afrique qui se refait : Initiatives économiques populaires et développement local en Afrique noire.
Presses universitaires du Québec et KHARTALA (Paris) 2006

GEMDEV (groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement) :
Quels acteurs pour quel développement ?
KHARTALA, Paris, septembre 2005, 280 pages

GRET (groupe de recherche et d'échanges technologiques), Impacts de l'Accord de Partenariat économique UE - Afrique de l'Ouest ;
Synthèse bibliographique. Décembre 2005 73 pages

IRIS (Institut des relations internationales stratégiques) : Le Patriotisme économique à l'épreuve de la mondialisation. Revue internationale et stratégique. Edition 2006

Institut Nord Sud : L'agriculture et l'OMC : un exercice sur le développement pour la ronde de Doha ; Bulletin 20005- 2006

Mendez. Del Villar, L. RA Alvez, M.SADIO .Keita :
Facteurs de performances et de compétitivité des exploitations cotonnières au Brésil ; aux Etats-Unis et au Mali ; Cahiers Agricultures, Vol, 15, N°1
Janvier, Février 2006

OCDE : l'Efficacité de l'aide alimentaire pour le développement. Les effets de l'aide liée ;
Mai 2006, 140 pages

OCDE/ BAD, avec le soutien financier de la Commission européenne: les perspectives économiques en Afrique. Mai 2006, 628 pages

OMC : Statistique du commerce international 2005 ; Août 2005, 276 pages

Anglais

OECD/sustainable studies: Subsidy Reform and Sustainable Development
Economic, Environmental and Social Aspects;
May 2006; 144 pages

CTA(Technical Centre for Agricultural and Rural cooperation ACP- UE: The capacity of Africa's agricultural sector to contribute to achieving UN Millennium Development Goals; 2005

GENDER AND TRADE: OVERVIEW REPORT.
By Zo Randriamaro. Bridge: Development - Gender, 2006. This report demonstrates how trade generally benefits men more than women. The report lists gender-biased consequences of trade such as increased unemployment and greater human rights abuses. To lessen the detrimental effects of trade on women, the paper suggests, governments, trade alliances, the UN, non-governmental organizations' (NGOs), and development agencies could engage in gender analysis and build measures of accountability for themselves. To access this report visit <http://www.globalpolicy.org/soecon/inequal/gender/2006/bridge.pdf>.

SOUTH BULLETIN 128. South Centre, July 2006. This bulletin focuses on WTO negotiations and includes articles on reclaiming the essence of the Doha Mandate; the NAMA 11 Ministerial Communiqué; diverging reactions to the WTO crisis; the US and disclosure of origin requirements; and the relationship between WTO intellectual property rules and the Convention on Biological Diversity (CBD). To access this bulletin visit <http://www.southcentre.org/info/southbulletin/bulletin128.pdf>.

THE WTO AT TEN: THE CONTRIBUTION OF THE DISPUTE SETTLEMENT SYSTEM. Edited by Giorgio Sacerdoti, Alan Yanovich, and Jan Bohanes. World Trade Organization (WTO), July 2006. Bringing together articles by leading policy-makers, including previous WTO director-generals, practitioners, scholars of international trade law, government officials, international civil servants, members of the WTO Appellate Body, and judges from a number of international tribunals, this volume assesses the first ten years of the WTO. It examines the relationship and balance between political governance and dispute settlement; the functioning of the dispute settlement procedures and various reform proposals; the contribution of the Appellate Body to the development of international trade law; and treaty interpretation in a number of fora for international dispute settlement for such as the WTO, the International Court of Justice, the European Court of Justice, and the Tribunal for the Law of the Sea. The book has its origins in a series of events commemorating the tenth anniversary of the creation of the Appellate Body. To access this report visit

http://onlinebooks.wto.org/shop/article_details.asp?Id_Article=712&Language=EN.
est composé d'articles inédits
<http://21.6.15.202.3/fr/docs/note-0-fr.PDF>

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)
PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.
Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)